



## Communiqué de presse

### **49 postes d'agents de contrôle de l'inspection du Travail, auxquels s'ajouteront 31 autres postes, en moins en Ile de France pour l'année 2017**

Le ministère du travail, jugé non prioritaire, subit de plein fouet les conséquences des politiques d'austérité et des réorganisations, en administration centrale comme en services déconcentrés.

Entre 2009 et 2017, **les effectifs de référence des DIRECCTE ont diminué de près de 20 %**, passant de 9 826 à 7 983,6 (ETP rémunérés). Ce sont les contrôleurs du travail (-23%, baisse accélérée par le PTE) et les adjoints administratifs (-26%) qui servent de variable d'ajustement.

Toutes les missions sont touchées, et plus particulièrement le pôle 3E, les services emploi : (-13% entre 2008 et 2014), les SRC (-15%), les secrétariats de sections (-10%), les services d'appui (-10%) ou l'informatique (27%), sans oublier les 10% d'agents de contrôle en moins sur le terrain depuis la création des unités de contrôle en 2014.

Alors que, partout, des postes sont vacants et que les collègues croulent sous la charge de travail, les recrutements sont au point mort.

#### **Pire, en Ile de France pour l'année 2017 c'est 31 ETP supprimés !**

L'administration prend cette pénurie comme prétexte à des nouvelles réorganisations et déploie ainsi un projet « 3MO » (Modernisation des Missions, des Moyens et des Organisations) visant à adapter les services aux suppressions de postes et à la réforme territoriale, et ainsi institutionnaliser un mode très dégradé de fonctionnement.

Ce projet propose de mutualiser, d'« alléger » la gestion administrative, d'externaliser les missions voire d'en supprimer.

De même, l'inspection du travail n'est pas épargnée. La direction procède au redécoupage des sections pour les ajuster au nombre d'agents. **En Ile de France, 49 postes en section sont supprimés en plus des 31 ETP régionaux.**

Particulièrement, les services de renseignement en droit du travail sont dès aujourd'hui visés : l'instauration d'un numéro de téléphone national unique et la généralisation des prises de rendez-vous via un logiciel dédié.

Seule l'administration semble croire que l'on peut toujours faire mieux avec moins. Elle dégrade nos conditions de travail, nous met chaque jour un peu plus en difficulté pour exercer correctement nos missions, détériore le service rendu aux usagers : le ministère assume désormais ouvertement qu'il faut finir avec un service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au service des travailleurs (avec ou sans emploi) en axant prioritairement nos missions sur le service aux employeurs.

**Après les actions dans les départements, l'intersyndicale régionale appelle tous les agents à une mobilisation devant la DIRECCTE à Aubervilliers le 18 mai 2017 à 14h30**

Nos revendications :

- Arrêt des suppressions de postes dans tous les services et recrutement statutaire
- Mise à la vacance nationale de tous les postes non pourvus
- Maintien de services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, non au numéro unique
- Retrait du projet « 3MO » ou « comment gérer la pénurie ... »

Contact presse :

Pour la Cfdt : Dominique BALMES 06 47 10 60 58

Pour la FSU : Lydia SAOULI 06 09 96 35 73

Pour la CGT : Louise FASSO 06 07 04 61 52

Pour SUD : Naïla OTT 06 63 93 69 11

Pour FO : Valérie BROSETA 06 67 41 83 34